

# **Le régime d'accumulation financière est insoutenable socialement et écologiquement**

**Jean-Marie Harribey**

*in* Jean-Marie Harribey et Michael Löwy, *Capital contre nature*,  
Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation, 2003, p. 109-121

Les deux dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle ont été marquées par un processus de financiarisation de l'économie capitaliste mondiale dont le principal facteur fut la liberté totale de circulation accordée aux capitaux. Celle-ci devait, selon la doctrine dominante, assurer une allocation optimale des ressources dont tous les pays et toutes les populations devaient tirer bénéfice en termes de développement économique, à condition qu'ils acceptent d'ouvrir leurs frontières et de s'insérer dans le marché mondial. Dans le même temps, la communauté internationale, à l'initiative notamment de l'ONU, prenait conscience des contraintes de plus en plus lourdes que faisait peser le développement économique sur les écosystèmes : pollutions de l'air, de l'eau, épuisement des sols, désertification, raréfaction de certaines ressources non renouvelables, diminution de la diversité biologique, réchauffement climatique, sont autant d'atteintes à la nature qu'aux conditions de vie des générations présentes et futures. C'est dans ce contexte que s'imposa le concept de développement soutenable ou durable, censé assurer la promotion des plus pauvres de la planète – objectif jamais atteint malgré plusieurs « décennies du développement » proclamées – et la sauvegarde des équilibres écologiques – malmenés par deux siècles de croissance des pays riches et d'autant plus menacés que les pays en développement imiteraient les premiers –.

La financiarisation de l'économie et la soutenabilité font l'objet d'analyses théoriques approfondies mais séparées. D'un côté, la financiarisation désigne un nouveau régime d'accumulation du capital dans lequel les processus de production sont subordonnés à des exigences de rentabilité élevée en provenance essentiellement des groupes et institutions financiers au sein desquels l'intérêt des actionnaires est primordial. Sous le couvert de « création de valeur pour l'actionnaire » se dissimule un mouvement de captation de la valeur produite à l'échelle mondiale, et sous celui de « mondialisation » s'amplifie la dynamique de marchandisation de toutes les activités humaines et de toutes les ressources de la vie [Chesnais, 1994 et 1996 ; Duménil, Lévy, 1999, Harribey, 2001-a, Husson, 2001]. De l'autre côté, depuis la publication du rapport Brundtland [1987], nombreuses sont les analyses ayant montré les implications de la soutenabilité en termes bio-physiques, éthiques, politiques et culturels avant économiques [Odum E.P., 1971 ; Odum H.T., 1971 ; Georgescu-Roegen, 1979 ; Jonas, 1979 ; Passet, 1979 ; Anand, Sen, 2000 ; Sen, 2000], ou ayant soulevé les ambiguïtés, les limites et les contradictions de ce concept [Pearce, 1974 ; Daly, 1992 ; Latouche, 1994 ; Sachs, Esteva, 1996 ; Harribey, 1997, 1998 et 1999] tenant principalement à l'impossibilité physique d'une croissance économique planétaire perpétuelle.<sup>1</sup>

L'objectif de cet article est de croiser les deux questions de la financiarisation et de la soutenabilité afin d'examiner leur compatibilité. Plus précisément, un développement humain soutenable socialement et écologiquement est-il possible au sein d'un régime d'accumulation financière ? Nous essaierons de répondre, d'abord en rappelant en quoi le régime d'accumulation financière est un régime de captation de la valeur, puis en montrant, grâce à un petit modèle de partage des gains de productivité, que ce régime laisse de côté les

---

<sup>1</sup> . Pour un état des atteintes à l'environnement et un bilan des mesures de protection, voir Banque Mondiale [2000] et O.C.D.E. [2001].

préoccupations sociales ou écologiques. Enfin, cette conclusion sera confirmée même en ne retenant qu'une version faible de la soutenabilité.

## 1. Le régime d'accumulation financière ou la captation de la valeur

La thématique de la « création de valeur pour l'actionnaire » a envahi les conseils d'administration des sociétés anonymes, les revues financières et managériales, les ouvrages d'analyse financière et, bien sûr, les salles de marchés. Arme de combat pour accroître la pression sur les salaires et l'emploi, elle renouvelle le discours idéologique entourant l'origine de la valeur et sa répartition.

L'idée que la sphère financière serait devenue complètement autonome de la sphère productive a accompagné la modification des relations entre les processus productifs et les mécanismes monétaires et financiers qui s'est produite au cours des deux dernières décennies. Traditionnellement, les libéraux néo-classiques, en récusant la théorie de la valeur-travail, postulent que le capital est créateur de valeur. C'est, entre autres, cette illusion que Marx appelait fétichisme de l'argent<sup>2</sup>. Une version renouvelée de ce mythe s'affirme aujourd'hui par la voix de ceux qui établissent une coupure entre production et finance se manifestant par le fait que le capital pourrait dorénavant s'accumuler sans travail. Pour l'école des conventions notamment, la coupure entre production et finance impliquerait un mécanisme de création de valeur autoréférentiel, fondé sur la croyance majoritaire en une création de valeur précisément.

Les marchés financiers ayant pris une place grandissante pour accroître la liquidité au fur et à mesure que la liberté totale de circuler fut accordée aux capitaux, peut-on glisser du constat que le marché crée la liquidité à l'idée que le marché crée de la valeur ? Nous avons montré ailleurs [Harribey, 2001-b] que les théoriciens des mécanismes autoréférentiels, outrepassant l'analyse de Keynes [1936], commettaient l'erreur de détacher la valorisation du capital de toute référence au système productif en accréditant la thèse que le capital pourrait « se » [Orléan, 1999, p. 247] valoriser tout seul.

La circulation des capitaux est totale dans le monde. Leurs détenteurs ont ainsi toute liberté pour organiser la production aux conditions qui leur paraissent les plus avantageuses et, ensuite, pour s'approprier la valeur en fonction des rapports de forces établis. Le marché financier est devenu le lieu où s'élabore la norme de rentabilité et d'où elle est dictée, en fin de compte, au système productif. La globalisation et la libéralisation financières ont favorisé la multiplication des produits financiers permettant de réduire les risques et de mieux assurer la liquidité. Mais cette liquidité est bornée par deux contraintes. L'une tient à la nature même du marché qui met en présence des vendeurs et des acheteurs, les seconds se substituant aux premiers pour continuer de « porter » le capital productif immobilisé. L'absolue nécessité de porter celui-ci introduit la seconde contrainte : sans force de travail capable de valoriser le capital productif, la base même de l'accumulation financière se tarirait. L'éclatement des bulles financières est toujours la preuve ultime que le capital ne peut pas s'auto-engendrer.

Le fait que le taux de rendement du capital, ou rentabilité financière, soit devenu une exigence *a priori* a pour conséquence de faire s'aligner la rentabilité économique sur la première, comme une sorte d'« obligation de résultat » [Baudru et Morin, 1999, p. 159] dont l'entreprise ne peut s'acquitter qu'en se retournant contre ses salariés. Le risque est donc assumé finalement par ces derniers [Harribey, 2002]. La « déconnexion entre les niveaux de risque et rendement » [Baudru et Morin, 1999, p. 159] pour les détenteurs de capitaux est indéniable, mais elle ne doit pas être assimilée à une déconnexion entre l'obtention de valeur pour eux et l'activité productive. Si André Orléan a raison de dire qu'une crise financière est « un processus de destruction de la *liquidité* financière » [1999, p. 130, souligné par moi], il a

---

<sup>2</sup>. Voir Marx [1968, p. 1151-1152].

tort d'affirmer qu'il s'agit d'une disparition de « *richesse* financière » [1999, p. 98, souligné par moi]. Ce qui « s'évanouit » [Orléan, 1999, p. 98], lorsqu'éclate la bulle, ce n'est pas de la richesse, ni même de la valeur, c'est le grossissement précédent du capital fictif.

Orléan dit vouloir refuser l'« épistémologie naturaliste » [1999, p. 85] reliant les variables financières aux variables réelles. Mais, s'il existe une épistémologie naturaliste, c'est celle qui s'applique à la théorie de l'efficacité des marchés. En revanche, l'articulation de l'état des rapports de forces entre les classes sociales et de la fixation des cours boursiers n'a rien de naturaliste. Elle est au contraire sociale et historique. En aucun cas le marché ne crée la valeur ; en particulier, le marché financier ne crée pas la valeur financière ; il crée la liquidité de la valeur ou la liquidité du capital financier ; comme la liquidité obtenue à un moment donné par tel ou tel capitaliste peut n'avoir rien à voir avec son capital productif immobilisé ni avec les bénéfices qu'il en retire, ni même avec les bénéfices probables à venir, elle doit être interprétée comme *la liquidité de la captation de la valeur déjà créée ou de la captation de la valeur anticipée*. Autrement dit, elle transpose dans le champ financier le rapport des forces entre capitalistes et salariés et celui entre capitalistes eux-mêmes. Quand l'action de tel ou tel groupe industriel ou financier voit son cours monter brusquement dès l'annonce de suppressions massives d'emplois, les opérateurs financiers anticipent une amélioration du rapport de forces en faveur des actionnaires face aux salariés et donc une captation supérieure de valeur, c'est-à-dire une exploitation supérieure de la force de travail. Cette transposition du rapport de forces dans la sphère financière ne doit pas être comprise comme une croyance majoritaire reposant sur le néant ou sur le virtuel des croyances mais comme une croyance – une quasi certitude ! – en la pérennité, voire en l'amélioration, du rapport de forces favorable établi. La « valeur pour l'actionnaire » est définie par ses thuriféraires comme la différence entre, d'un côté, les recettes et, de l'autre, les coûts incluant une rémunération moyenne du capital. Ce n'est ni plus ni moins que la plus-value extra définie par Marx.

Au sein du capitalisme financier, la captation de la valeur prend plusieurs formes. Il s'agit des profits réalisés en son sein grâce au travail productif de ses salariés, de ceux réalisés grâce au travail des salariés dans les sociétés filiales, ou de ceux réalisés en achetant et en revendant plus cher des actions, à condition qu'elles trouvent repreneurs. Le premier cas correspond à l'exploitation habituelle de la force de travail, le second également mais avec en prime une captation de valeur par les actionnaires de la multinationale suzeraine sur le dos de la vassale, et le troisième correspond à une captation par anticipation d'une part des profits qui résulteront ultérieurement du travail effectué dans la société dont les actions font l'objet actuellement de spéculation. A tout cela s'ajoute la captation de valeur par les groupes les plus capitalistiques par le biais des mécanismes de prix. Plus une entreprise possède des moyens techniques à la pointe du progrès et un empire vaste en monopolisant un secteur, plus elle peut imposer un prix supérieur à l'équivalent monétaire du travail qui est contenu dans chaque unité de ses produits. C'est le contraire pour une entreprise en moins bonne position ou à la traîne du progrès.<sup>3</sup> La valeur ajoutée qui apparaît alors comme naissant dans un secteur dit à « haute valeur ajoutée » est le plus souvent un mélange inextricable de *valeur ajoutée* dans ce secteur et de *valeur captée* dans d'autres secteurs par le biais des prix.

La croyance en un monde autonome de croyances est donc finalement un mythe. Et elle présente maints aspects d'une croyance religieuse dont le plus étonnant est que le gain boursier apparaisse comme le fruit d'un miracle. Le mythe de l'enrichissement sans fin, gage d'éternité, se développe et le capital devient un dieu, infini et n'ayant de source qu'en lui-même et dont tout procède. Le mythe permet à certains de justifier le recours aux fonds de

---

<sup>3</sup> . Sur la transformation des valeurs en prix de production, nous nous référons à Duménil [1980] et Lipietz [1983].

pension pour financer les retraites et à d'autres de théoriser et légitimer le « capitalisme patrimonial » [Aglietta, 1998]. Le mythe devient mystification lorsque la force de travail, emmagasinant savoir, savoir-faire et savoir-être, est ramenée à du capital humain. Par un renversement complet de la problématique classique où tout se réduisait à du travail, tout se ramène ici à du capital. Ainsi, le processus d'aliénation du travail est conduit jusqu'au point de déterminer les représentations de celui-ci : l'objectivation du travail vivant est partie prenante de la réification des rapports sociaux.

La réification des rapports sociaux trouve sa place dans le processus de leur reproduction permettant l'accumulation financière. La financiarisation de l'économie s'inscrit dans la dynamique conduisant à la marchandisation du monde. Bien que le détachement de l'accumulation vis-à-vis de la production de valeur soit une fiction, celle-ci est nourrie d'une part par toute modification de la répartition de la valeur créée dans un sens favorable au capital, c'est-à-dire par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail, et d'autre part par l'existence d'un prêteur en dernier ressort, d'autant plus efficace qu'il contrôle tout dérapage inflationniste et qu'il dirige l'essentiel de la création monétaire vers l'activité proprement financière. Dans la dernière période, la Banque centrale européenne n'a accepté de baisser ses taux d'intérêt que lorsque le risque de dévalorisation boursière est devenu trop pressant ou a tout simplement éclaté.

La logique de la financiarisation de l'économie pousse à la primauté absolue de la valeur des actifs financiers et, pour cela, le contrôle des institutions chargées de veiller à l'émission de la monnaie, véhicule de la valeur, s'avère indispensable. Parallèlement au démantèlement des services collectifs, à la mise sous contrainte d'équilibre les politiques budgétaires, la dépolitisation de la monnaie est amorcée par l'enlèvement de la politique monétaire aux responsables publics et par le projet de la mise à mort de la dualité de la monnaie, à la fois bien privé et institution sociale, en délégitimant toute intervention politique sur elle, en quelque sorte en la privatisant. Mais cette dynamique de négation de la monnaie en tant qu'institution sociale et de privatisation est vouée à l'échec parce que c'est la monnaie sociale, donc relevant de l'espace non marchand, qui fonde l'espace marchand et non l'inverse. La logique financière est donc autodestructrice parce qu'elle implique la rupture de ce que Durkheim appelait le lien social, c'est-à-dire, en termes marxistes, elle implique la dégradation du rapport salarial.

Après deux décennies de gestion de la force de travail marquées par la précarisation et la mise au chômage de fractions entières du salariat, le modèle néo-libéral imposé par le pouvoir financier tente aujourd'hui de s'infléchir. Une nouvelle voie se cherche à travers les tentatives d'associer les couches les plus aisées du salariat à un capitalisme patrimonial tout en assurant aux plus démunis une assistance minimale.<sup>4</sup> La pression sans nuance exercée en faveur de la création de valeur au seul profit de l'actionnaire apparaissant comme trop brutale cède peu à peu la place à une campagne plus attrayante en direction de certains salariés. Cette nouvelle voie, à l'état d'esquisse pour l'instant, trouve une justification « théorique » dans les « croyances auto-référentielles et créatrices ». Cette justification ne peut avoir de statut scientifique car elle confine l'analyse dans un espace d'où étaient exclus les rapports sociaux de production. Il s'agit donc d'une nouvelle figure de ce que Marx désignait par fétichisme du capital.

La voie néo-libérale ne peut être soutenable à long terme. Ce qui la caractérise en effet, c'est d'être fondée sur l'approfondissement de la fracture entre les classes sociales puisque tous les individus ne peuvent vivre simultanément de la rente du capital : certains se l'approprient, mais d'autres doivent la produire.

---

<sup>4</sup>. Pour une critique du revenu d'existence, du renoncement au plein emploi et de la baisse des impôts, voir Harribey [1997 et 2002].

## 2. La finance capte les gains de productivité qui pourraient être employés à préparer la soutenabilité

La question examinée ici est celle des rapports entre développement économique et répartition. On va montrer que la modification de la répartition de la valeur ajoutée dans un sens favorable au capital empêche de mettre en œuvre une stratégie de soutenabilité, tant sociale qu'écologique.

Appelons :

- $y$  le taux de variation du produit global  $Y$ ,
- $p$  le taux de variation de la productivité de l'unité de travail (par exemple de la productivité horaire),
- $q$  le taux de variation de la productivité par tête,
- $t$  le taux de variation de la durée individuelle moyenne du travail,
- $n$  le taux de variation du nombre d'emplois,
- $w$  le taux de variation des salaires et assimilés (prestations)  $W$ ,
- $i$  le taux de variation des investissements  $I$ ,
- $\pi$  le taux de variation de la rente financière  $\Pi$ ,
- $w^*$  la part des salaires et assimilés dans le produit global,
- $i^*$  la part des investissements (ou profits réinvestis), supposés tous soutenables socialement et écologiquement, dans le produit global,
- $\pi^* = 1 - w^* - i^*$  la part de la rente financière dans le produit global,

On peut écrire :

$$\text{salaires} = w^*Y,$$

$$\text{investissements} = i^*Y,$$

$$\text{rente financière} = \pi^*Y = (1 - w^* - i^*)Y,$$

$$\text{taux de croissance économique}^5 = y = ww^* + ii^* + \pi\pi^*.$$

Définissons le régime d'accumulation financière comme celui qui tend à faire croître le taux de croissance  $\pi$  de la rente financière. Si cette progression est plus rapide que celle  $y$  du produit global, cela implique nécessairement une modification de la répartition préjudiciable à la soutenabilité.

### 1<sup>er</sup> cas de figure

La rente financière et les investissements soutenables croissent plus vite que le produit global :  $\pi > y$  et  $i > y$ .

Cela impose que  $w < y$ .

La nouvelle part de la rente financière dans le produit global accru est égale à :

$$\frac{(1 - w^* - i^*)(1 + \pi)Y}{(1 + y)Y} = \frac{(1 - w^* - i^*)(1 + \pi)}{1 + y}$$

L'ancienne part de la rente financière était égale à  $1 - w^* - i^*$ . Comme  $(1 + \pi) > (1 + y)$ , la part de la rente financière dans la valeur ajoutée a donc augmenté.

La nouvelle part des investissements  $\frac{i^*(1 + i)Y}{(1 + y)Y} = \frac{i^*(1 + i)}{1 + y}$  a augmenté puisque  $i > y$ .

---

<sup>5</sup>.  $Y = W + V + \Pi$ , d'où  $\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta W}{Y} + \frac{\Delta I}{Y} + \frac{\Delta \Pi}{Y} = \frac{\Delta W}{Y} \frac{W}{W} + \frac{\Delta I}{Y} \frac{I}{I} + \frac{\Delta \Pi}{Y} \frac{\Pi}{\Pi} = \frac{\Delta W}{W} \frac{W}{Y} + \frac{\Delta I}{I} \frac{I}{Y} + \frac{\Delta \Pi}{\Pi} \frac{\Pi}{Y}$ ,  
d'où  $y = ww^* + ii^* + \pi\pi^*$ .

La nouvelle part des salaires  $\frac{w^*(1+w)Y}{(1+y)Y} = \frac{w^*(1+w)}{1+y}$  a baissé puisque  $w < y$ . C'est une première marque de l'insoutenabilité envisagée sur le plan social car on ne peut assurer qu'elle serait automatiquement compensée par les améliorations apportées par les investissements dont la croissance est, dans ce cas de figure, supérieure à celle de la production.

Si la productivité progresse au même rythme que la production ( $p = y$ ), à durée individuelle du travail inchangée ( $t = 0$ ), le nombre d'emplois ne varie pas ( $n = 0$ ) et le chômage augmente si la population active s'accroît.

Si  $p > y$ , à durée individuelle du travail inchangée ( $t = 0$ ), le nombre d'emplois diminue ( $n < 0$ ).

Si  $p < y$ , à durée individuelle du travail inchangée ( $t = 0$ ), le nombre d'emplois augmente ( $n > 0$ ).

### 2<sup>ème</sup> cas de figure

Sous la pression des marchés financiers, seule la rente financière croît plus vite que le produit global :  $\pi > y$ .

Alors,  $i < y$  et  $w < y$ .

Par conséquent, les parts des investissements et des salaires dans le produit global ont diminué :  $i^* < \frac{i^*(1+i)}{1+y}$  et  $w^* < \frac{w^*(1+w)}{1+y}$ .

Dans la situation extrême où tout l'accroissement du produit irait en rente financière, il serait alors égal à l'accroissement de celle-ci :  $yY = \pi\pi^*Y \Leftrightarrow y = \pi\pi^*$ .

Lorsque le rapport des forces entre les classes sociales est tel que la croissance des profits est toujours supérieure à celle du produit global, ce qui est la caractéristique fondamentale d'un régime d'accumulation financière, la part de la masse salariale dans le produit global ne peut que décroître indéfiniment, jusqu'à saper les bases mêmes de l'accumulation du capital.

### Généralisation

Le taux de croissance de la rente financière peut s'exprimer en fonction des autres variables :  $\pi = \frac{y - ww^* - i^*}{\pi^*}$ .

Pour un taux de croissance économique donné, le taux de croissance de la rente financière est d'autant plus élevé que les taux de croissance des salaires et des investissements pondérés par les parts de ceux-ci dans le produit global sont faibles. Il est à noter que le taux de croissance de la rente financière est inversement proportionnel à la part déjà acquise dans le produit global.

Si l'on fait intervenir les variables de la productivité :  $(1+y) = (1+p)(1+t)(1+n)$ ,

$$\pi = \frac{(1+p)(1+t)(1+n) - ww^* - i^* - 1}{\pi^*},$$

ou bien, en variables continues :

$$\pi = \frac{p+t+n - ww^* - i^*}{\pi^*}.$$

*Pour un taux de croissance de la productivité et une part de la rente financière dans le produit global donnés, le taux de croissance de la rente financière est d'autant plus élevé que le temps de travail augmente, que l'emploi augmente et que la croissance des salaires et des investissements pondérés par leur part respective est faible.*

La maximisation de la rente financière est donc incompatible avec une perspective de soutenabilité qui exigerait que toute la population bénéficie de la croissance de la production (soutenabilité sociale) et que des investissements croissants soient consacrés à améliorer les procédés techniques pour économiser la nature (soutenabilité écologique). Le propos de Keynes [1936, p. 369] il y a plus de soixante ans sur la nécessaire euthanasie des rentiers avait quelque chose de visionnaire.

### **3. La finance s'oppose à la soutenabilité faible, *a fortiori* forte**

Selon la théorie néo-classique, le marché permet de définir une exploitation optimale des ressources naturelles au même titre que les facteurs de production habituels, travail et capital, à condition de privatiser les éléments jusque-là en libre accès. Alors, ressources naturelles, travail et capital sont considérés comme substituables. C'est la conception de la soutenabilité dite *faible* dont l'origine remonte à Hotelling [1931] et trouve son aboutissement dans la règle de compensation énoncée par Hartwick [1977] garantissant l'équité entre les générations actuelles et futures. Cette règle stipule que des rentes égales à la différence entre le prix et le coût marginal des ressources doivent être prélevées au fur et à mesure de l'épuisement des ressources ; elles doivent ensuite être réinvesties pour produire du capital substitut aux ressources épuisées ; elles doivent enfin croître de période en période d'un taux égal au taux d'actualisation.

La conception de la soutenabilité faible est formalisée dans le modèle de Stiglitz [1974] qui utilise des fonctions de production à rendements constants de type Cobb-Douglas qui s'écrivent :  $Q = L^\alpha K^\beta E^\gamma$ , avec  $Q$  la production,  $L$  le facteur travail,  $K$  le facteur capital et  $E$  le facteur environnement, et avec les élasticités partielles  $\alpha$ ,  $\beta$ ,  $\gamma$  de la production par rapport à chacun des facteurs qui correspondent aussi aux parts respectives de chacun dans le produit. Nous avons montré ailleurs [Harribey, 1999] que, dans la mesure où la détérioration de l'environnement provoquerait une diminution de l'élasticité partielle de la production par rapport à ce facteur, parallèlement à la croissance de la production, le facteur environnement, dont l'exposant tendrait vers zéro, tendrait lui-même vers un. Dès lors, de deux choses l'une. Ou bien on conserve une telle fonction multiplicative avec des élasticités partielles variables et l'économie pourrait se passer de la nature. Internaliser les effets externes négatifs ne serait même plus nécessaire. Et cela serait bien commode puisque l'effet externe est en fait un résidu du marché non assimilable. Ou bien on maintient l'hypothèse canonique d'invariabilité des élasticités partielles dans une fonction Cobb-Douglas et celle-ci ne peut plus prétendre représenter la réalité.

Le raisonnement peut être étendu au facteur travail. Si la part des salaires dans le produit global diminue parce que la part des profits augmente, au point limite, l'économie pourrait se passer de travail. On se situerait alors au-delà de l'insoutenabilité sociale : dans le néant.

En généralisant, on peut mettre en évidence les conséquences du régime d'accumulation financière sur la soutenabilité. Si la rémunération du capital allait nourrir de plus en plus la croissance de la rente financière, cela se traduirait par une hausse de la part de la rente dans le produit global vers sa limite 1. Les parts qui vont aux salaires, au renouvellement du capital et à la préservation ou la restauration de l'environnement diminuent. L'hypothèse de substituabilité des facteurs ne suffirait même plus à assurer une soutenabilité faible dès lors qu'une partie croissante du produit global serait servie en rente financière.

Si la version faible de la soutenabilité ne peut être assurée, la soutenabilité forte peut l'être encore moins puisque celle-ci est définie par le maintien du stock de ressources naturelles sans faire appel à la substitution entre éléments naturels et capital manufacturé

[Pearce, Warford, 1993].<sup>6</sup> La démarche de la soutenabilité faible était obligée de faire abstraction de la contrainte de complémentarité car substituabilité et complémentarité des types de capital peuvent difficilement cohabiter dans la même équation. La démarche de la soutenabilité forte retient l'hypothèse de la nécessaire complémentarité des facteurs. Et elle aboutit à la conclusion des limites de l'extension possible du capital produit. En effet, on ne peut pas produire du capital artificiel sans prélever des ressources naturelles dont les réserves diminuent en permanence s'il s'agit de ressources non renouvelables et dont les réserves diminuent lorsque le taux de prélèvement est supérieur au taux de régénération s'il s'agit de ressources renouvelables. La difficulté de mettre en place une stratégie tournée vers la soutenabilité est donc renforcée par la confiscation d'une part du revenu global par la rente financière.

Au total, le doute est permis au sujet de la compatibilité entre l'évolution d'une société qui serait commandée par une exigence de plus en plus élevée de rentabilité financière touchant à tous les aspects de la vie et une stratégie de soutenabilité qui tenterait, à la fois sur le plan social et écologique, de promouvoir une équité intra et intergénérationnelle. Le problème se pose pour les pays développés car depuis une vingtaine d'années l'essentiel des gains de productivité ont été appropriés sous forme de profits financiers sans que l'investissement en bénéficie proportionnellement. Mais il se pose à une échelle plus vaste encore pour les pays en développement, tout particulièrement pour les pays les plus pauvres, souvent très endettés, dont beaucoup subissent les conséquences des plans d'ajustement structurel qui ont été appliqués jusqu'ici sans égard pour les politiques publiques d'ordre social ou environnemental. Enfin, la répétition des crises financières internationales est d'autant plus dommageable que celles-ci frappent toujours en premier lieu les régions du monde (Amérique du sud et Asie du sud-est) dont le développement est amorcé mais demeure fragile à cause de leur assujettissement à la volatilité des capitaux ou à une monnaie dominante comme le dollar. Dans ces conditions, la réduction de la pauvreté, composante essentielle d'un développement soutenable durablement, paraît difficile. Et l'on voit mal comment la composante écologique d'un tel développement pourrait à son tour être assurée.

Depuis l'origine, le capitalisme a prouvé sa capacité à développer les forces productives et sa plasticité pour surmonter ses crises périodiques. Mais, en même temps, d'une part il s'est révélé impuissant à satisfaire les besoins qui auraient nécessité de promouvoir des activités ne répondant pas aux normes de rentabilité en vigueur, d'autre part l'exigence du profit a conduit les processus de production à fragiliser ou détruire les équilibres naturels. L'évolution du capitalisme vers une régime d'accumulation financière a aggravé ces deux types de contradictions [Harribey, 2001-a]. Dans ce contexte, la soutenabilité sociale et écologique paraît bien compromise. Les voies d'un dépassement du capitalisme pour que la solidarité dans le présent et à l'égard du futur l'emporte sur la recherche du profit restent donc à explorer.

---

<sup>6</sup> . Pour une présentation, voir Harribey [1997, p. 99-100, ou 1998, p. 36-38].

## Bibliographie

Aglietta M. [1998], « Le capitalisme de demain », *Note de la Fondation Saint-Simon*, n° 101, novembre.

Anand S., Sen A., [2000], « Human Development and Economic Sustainability », *World Development*, vol. 28, n° 12, p. 2029-2049.

Banque Mondiale [2000], *Le développement au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle, Rapport sur le développement dans le monde, 1999-2000*, Paris, Ed. Eska.

Baudru D., Morin F. [1999], « Gestion institutionnelle et crise financière, Une gestion spéculative du risque », dans Conseil d'Analyse Economique, *Architecture financière internationale*, Rapport n° 18, p. 151-169.

Chesnais F. [1994], *La mondialisation du capital*, Paris, Syros.

(sous la coord. de) [1996], *La mondialisation financière, Genèse, coût et enjeux*, Paris, Syros.

Commission mondiale sur l'environnement et le développement (C.M.E.D.) [1987], *Rapport Brundtland, Notre avenir à tous*, Montréal, Fleuve.

Daly H.E. [1992], « Il n'y a pas de croissance durable », *Transversales Science/Culture*, n° 13, janvier-février, p. 10-11.

Duménil G. [1980], *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica.

Duménil G., Lévy D. (sous la dir. de) [1999], *Le triangle infernal, Crise - Mondialisation - Financiarisation*, Paris, P.U.F., Col. Actuel Marx Confrontation.

Georgescu-Roegen N. [1979], *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2<sup>e</sup> éd. fr. 1995, Paris, Sang de la terre.

Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.

[1999], « La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches en sciences économiques, Université Bordeaux IV, Document de travail du C.E.D., n° 34.

[2001-a], « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet J., Kouvelakis E., *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF.

[2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de la valeur », in Delaunay J.C., *Capitalisme contemporain : questions de fond*, Paris, L'Harmattan, p. 68-111.

[2002], *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant.

Hartwick J.M. [1977], « Intergenerational Equity and the Investing of Rents from Exhaustible Ressources », *American Economic Review*, vol. 67, n° 5, p. 972-974.

Hotelling H. [1931], « The Economics of Exhaustible Resources », *Journal of Political Economy*, vol. 39, n° 2, p. 137-175.

Husson M. [2001], *Le grand bluff capitaliste*, Paris, La Dispute.

Jonas H. [1979], *Le principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, 1990, Paris, Ed. du Cerf.

- Keynes J.M. [1936], *Théorie générale, de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1969, Paris, Payot.
- Latouche S. [1994], « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars, p. 77-94.
- Lipietz A., [1983], *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, Maspero.
- O.C.D.E. [2001], *Perspectives de l'environnement de l'OCDE*, Paris.
- Odum E.P. [1971], *Fundamentals of Ecology*, W.B. Saunders Company, Philadelphie, 3° éd.
- Odum H.T. [1971], *Environment Power and Society*, New York, Wiley-Interscience.
- Orléan A. [1999], *Le pouvoir de la finance*, Paris, O. Jacob.
- Passet R. [1979], *L'économie et le vivant*, Paris, Payot, 2° éd. 1996, Paris, Economica.
- Pearce D.W., Warford J.J. [1993], *World without End, Economics, Environment, and Sustainable Development*, Washington, The World Bank, New-York, Oxford University Press.
- Sachs W., Esteva G. [1996], *Des ruines du développement*, Montréal, Ed. Ecosociété.
- Sen A. [2000], *Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté*, Paris, O. Jacob.
- Stiglitz J. [1974], « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, p. 123-137.